Alors que perdure l'occupation du nord du Mali par les islamistes, les citoyens expliquent que ce sont les femmes qui paient le plus lourd tribut de la situation.

Il y a environ un mois, le groupe islamiste Ansar al-Din a commencé à arrêter les femmes non voilées à Tombouctou. Les radicaux ont, à cet effet, créé une "prison pour femmes" particulière. Les femmes ont dû également respecter un couvre-feu et n'ont plus le droit de se trouver dans les rues en compagnie d'hommes qui ne font pas partie de leur famille directe.

"Les femmes sont l'objet d'un harcèlement quotidien et ne peuvent plus vaquer normalement à leurs occupations", explique Bilal Sidibé, un journaliste malien. "L'espace des libertés s'est considérablement amoindri".

"La souffrance de la population locale, en particulier des femmes, est inimaginable", a déclaré le maire de Tombouctou, Hallé Ousman, à Magharebia le 21 novembre. "L'hôpital de la ville est rempli de femmes qui ont été agressées par Ansar al-Din", a-t-il ajouté.

Il a également souligné les "contradictions" affichées par Ansar al-Din. Tandis que les extrémistes ont affirmé devant la presse internationale avoir renoncer à faire appliquer la sharia, leur attitude est tout à fait différente sur le terrain, explique-t-il.

"C'est une hypocrisie indigne de gens qui se prétendent musulmans", a affirmé le maire.

Ayman El Sisi, journaliste à Al-Ahram, confirme les dires d'Ousman. "Les femmes de Tombouctou n'ont pas le droit de marcher dans les rues sans porter le modeste habit islamique", a expliqué El Sisi à Magharebia.

En début de mois, les habitants avaient toutefois affiché leur optimisme après qu'une délégation d'Ansar Al-Din eut rencontré le Président burkinabé Blaise Compaoré, médiateur

désigné par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour gérer la crise au Mali. Mais les islamistes ont rapidement recommencé à imposer leurs restrictions sur la population.

En effet, comme le confirme Sidiya Touré, un habitant de Tombouctou, à Magharebia, il y a eu récemment une accélération dans l'application de la sharia. Et la situation ne semble donner aucun signe d'évolution.

Depuis le début de l'occupation du nord du Mali par Ansar al-Din, les islamistes ont séparé garçons et filles dans les écoles, forcé les femmes à porter le voile, ont fermé bars et night-clubs, se sont livrés à des flagellations brutales sur les fumeurs, les buveurs d'alcool et les hommes rasés, et ont lapidé deux jeunes Touaregs à Aguelhok, coupables d'avoir eu un enfant hors mariage.

Deux jours après le meutre de ce couple, des amputations ont été rapportées à Ansongo. D'autres ont suivi à Tombouctou et à Gao.

"Que peut-on négocier avec ces gens ?", s'interroge Touré. "Dès le départ, ils ont annoncé la couleur : la sharia n'est pas négociable. Comment peut-on parler avec des assassins qui veulent nous imposer des lapidations publiques, des amputations, et la burqa ?"

Pour l'universitaire malien Habib Diarra, la situation est intenable.

"Aujourd'hui, les exactions ont atteint le sommet avec des crimes de toutes sortes commis au nom de la sharia", explique-t-il. "Des groupes comme AQMI et le MUJAO doivent être éradiqués au plus vite. C'est un devoir pour toute la communauté internationale".

D'autres personnalités influentes dans le pays lancent le même appel.

Dans une lettre ouverte au Président malien, publiée le 19 novembre, le Dr Anasser Ag Rhissa,

spécialiste des TIC et de la gouvernance, note ainsi que "la coexistence au Mali, en particulier dans les régions du nord, entre les Tamacheks, les Songhaïs, les Arabes, les Bambaras, a toujours été respectée... car des liens historiques très forts unissent ces différentes ethnies".

"Cette fois-ci, les plaies sont plus ouvertes, avec des actes criminels de la part des groupes armés et qui ont maintenant une grande incidence sur le Mali tout entier", explique-t-il dans cette missive.

Un groupe rebelle rival constate, lui aussi, l'incohérence existant entre les paroles et les actions d'Ansar al-Din.

Ibrahim Ag Mohamed Saleh, l'un des dirigeants du Mouvement national pour la libération de l'Azaouad (MNLA), a ainsi déclaré le 21 novembre à Magharebia que "s'il est confirmé qu'Ansar al-Din continue à se livrer à de telles pratiques, nous cesserons alors les négociations que nous avons entreprises il y a quelques jours, parce que tout cela révèle une vraie contradiction".

"Actuellement, nous combattons le MUJAO et nous ne voulons pas ouvrir un nouveau front", a-t-il expliqué. "Mais si nous remarquons une contradiction explicite, nous n'hésiterons pas à affirmer ouvertement notre position, qui est sans équivoque".

Par Jemal Oumar Et Bakari Gueye, Source: http://fr.allafrica.com/stories/201211290842.html